



ACCORD-CADRE 2024821RNCFo43
CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES COMMUN AUX 3 LOTS
N° 2024821RNCFo4A Lot 1
N° 2024821RNCFo4B Lot 2
N° 2024821RNCFo4C Lot 3
(C.C.P.)

Personne Publique

Institut de Recherche pour le Développement

**Représentation de Nouméa
101 Promenade Roger Laroque
BP A5 - 98848 Nouméa cedex**

Téléphone : (687) 261000

Objet du marché :

LOT N° A : Affrètement de catamaran à voile ou moteur pour missions scientifiques dans les eaux lagonaires de la Nouvelle-Calédonie

LOT N°B : Affrètement de catamaran à voile ou à moteur pour missions scientifiques au sein du Parc Naturel de la Mer de Corail.

LOT N°C : Affrètement de catamaran à voile ou à moteur pour missions scientifiques dans l'ensemble des eaux lagonaires et de la Zone Economique Exclusive de la Nouvelle-Calédonie et régions limitrophes

Etendue de la consultation :

Accord-cadre passé selon une procédure d'appel d'offre ouvert selon le code de la commande publique

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 1.1 : TYPE DE MARCHÉ.....	3
ARTICLE 2 : PROCEDURE ET MODE DE PASSATION.....	3
ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	3
ARTICLE 4 : DECOMPOSITION EN LOTS.....	3
ARTICLE 5 : TRANCHES.....	6
ARTICLE 6 : PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES.....	6
ARTICLE 7 : DUREE DU MARCHÉ	7
ARTICLE 8 : EMISSION DES BONS DE COMMANDE.....	7
ARTICLE 9 : PRIX.....	7
ARTICLE 10 : VARIATION DANS LES PRIX.....	7
ARTICLE 11 : RACHAT OU CESSIION D'ACTIVITES	8
ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE	8
ARTICLE 13 : MODALITES DE PAIEMENT	9
13.2. MODE DE REGLEMENT	9
ARTICLE 14 : FINANCEMENT ET GARANTIES	10
14.1. RETENUE DE GARANTIE.....	10
14.2. CAUTIONNEMENT	10
14.3. ACOMPTES SUR APPROVISIONNEMENTS	10
14.4. NANTISSEMENT.....	10
14.5. AVANCE.....	10
ARTICLE 15 : PENALITES.....	10
ARTICLE 16 : POUVOIR HIERARCHIQUE ET DISCIPLINAIRE	10
ARTICLE 17 : SECRET PROFESSIONNEL / CONFIDENTIALITE / UTILISATION DES RESULTATS	11
ARTICLE 18 : ASSURANCES.....	11
ARTICLE 19 : DISPOSITIF DE VIGILANCE	11
ARTICLE 20 : LITIGE	11
ARTICLE 21 : RESILIATION.....	12
ARTICLE 22 : DEROGATIONS.....	12

Le titulaire est réputé avoir accepté sans réserve l'ensemble des dispositions du Cahier des Clauses Particulières.
Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables dans ses relations avec la personne publique.

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet de confier à un prestataire extérieur l'affrètement d'un catamaran à voile ou à moteur pour réaliser des missions scientifiques et transporter l'équipe de recherche pour le compte de l'IRD.

ARTICLE 1.1 : TYPE DE MARCHÉ

Le présent accord-cadre est passé selon une procédure d'appel d'offre ouvert en application des articles **L2124-1**, **Article L2124-2** et **R2124-2** du code de la commande publique.

ARTICLE 2 : PROCEDURE ET MODE DE PASSATION

Marché passé selon une procédure adaptée en application des dispositions du code relatif aux marchés publics.

ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'engagement (A.E) propre à chaque lot complété, daté, et signé, par le représentant qualifié de l'entreprise qui sera signataire du marché et ses annexes :
 - Annexe financière : BPU
 - DC4 (en cas de sous-traitance).
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP n°2024821RNCFO43) commun aux 3 lots
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG/FCS), approuvé par Arrêté 30 mars 2021(publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021)
- Le Mémoire Technique

Est réputée non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses de l'acte d'engagement, du CCP ou du CCAG FCS.

ARTICLE 4 : DECOMPOSITION EN LOTS

Le marché est composé de 3 lots distincts, définis de la manière suivante :

LOT N°A :

Affrètement de catamaran à voile ou moteur pour missions scientifiques dans les eaux lagunaires de la Nouvelle-Calédonie.

Durée prévisionnelle : missions de 3 à 8 jours consécutifs en particulier sur la Côte Ouest, le Grand Lagon Sud, le Lagon Nord-Ouest, voire la côte Est ; Equipe scientifique : jusqu'à 7 personnes. Périodes : toute l'année. Nota : d'autres sites lagunaires ne sont pas totalement exclus, notamment île des Pins, Belep, îles Loyauté.

La période de réalisation des missions sera fixée par l'équipe scientifique en fonction d'impératifs biologiques.

Caractéristiques recherchées :

- Catamaran à voile et/ou à moteur, équipé et enregistré pour l'affrètement privé, agréé et en règle auprès de la Direction des Affaires Maritimes de la Nouvelle-Calédonie et le cas échéant, auprès des autorités provinciales pour la réalisation de missions scientifiques (avec ou sans plongée hyperbare). - Capacité d'embarquement et de logement en cabine d'une équipe scientifique jusqu'à 7 personnes. Un espace de travail (hors période des repas) pour l'équipe scientifique est nécessaire (tri d'échantillons, utilisation d'ordinateurs portables), ainsi que possibilité de stockage du matériel scientifique et de terrain. Préciser motorisation du bateau (puissance, type, ancienneté). Préciser équipement navigation/sécurité (GPS, lecteur de carte, radar, etc...). Préciser équipement de communication : Radios VHF fixe et portables, téléphone satellite, téléphone cellulaire, accès internet. Pièces de rechange et outillage à bord en rapport avec la réalisation de ce type de mission. Ancre et mouillage de secours. Bateau au départ de Nouméa ou de Koumac.

- Capacité à déployer une équipe de 4 plongeurs depuis le bateau ou son annexe. Présence d'un compresseur d'air à bord et possibilité d'embarquer et de stocker un compresseur supplémentaire de secours. Capacité de rangement d'au moins 8 blocs de plongée de 12 litres.
- Capacité en eau douce, eau potable, nourriture, carburant, suffisante pour 8 jours consécutifs sans ravitaillement (prévoir de la marge). Capacité électrique et accès au courant (prises) permettant le rechargement simultané de nombreux appareils électroniques (ordinateurs portables (x4), batteries drones (x4), appareils photos/Caméras, téléphones, radios VHF). Préciser équipements disponibles en termes de dessalinisateur, panneaux solaires, éolienne, batteries, capacité carburant, consommation moyenne en transit, groupe électrogène de secours, capacité eau douce. Préciser volume réfrigérateur et congélateur opérationnels + glacières éventuelles.
- Bateau annexe (idéalement de type semi-rigide) motorisé de taille suffisante pour permettre le transport et le débarquement sécurisé de l'équipe scientifique (4 personnes minimum + matériel) sur des îlots parfois éloignés du lieu de mouillage, avec possiblement plusieurs allers-retours dans la même journée. Motorisation minimale supérieure ou égale à 8 cv, idéalement supérieure ou égale à 15 cv. Prévoir un propulseur de secours à bord. Carburant embarqué permettant plusieurs heures de navigation par jour durant toute la mission.
- Skipper professionnel expérimenté ayant une très bonne connaissance de la navigation dans les lagons de la Nouvelle-Calédonie et agréé par la Direction des Affaires Maritimes de Nouvelle-Calédonie et le cas échéant par les autorités provinciales pour ce type de mission scientifique. Une expérience dans la participation antérieure à des missions scientifiques serait un plus.
- Equipier/cuisinier apte à seconder le skipper principal dans la navigation et les manœuvres du catamaran et à piloter l'annexe pour le transport de l'équipe scientifique et le débarquement sur les îlots. Préparation des repas et gestion de l'approvisionnement nourriture et boissons (fourniture petits déjeuners, déjeuners & dîners, eau et boissons sans alcool). Une expérience dans la participation antérieure à des missions scientifiques serait un plus.
- Préciser et détailler les conditions d'annulation, remboursement ou report en cas d'avarie technique ou de conditions météo défavorables.
- Préciser la flexibilité sur les dates de mission afin de s'adapter aux conditions météo avec un délai de +/- 4 jours.
- Préciser la possibilité de visiter le bateau lors de l'examen des offres. Tout envoi de plan, photos, descriptif, historique détaillé du navire et des équipements, CV skipper ou équipier, utiles et bienvenus.

LOT N°B :

Affrètement de catamaran à voile ou à moteur pour missions scientifiques au sein du Parc Naturel de la Mer de Corail (tous secteurs, notamment Chesterfield, Entrecasteaux, Walpole, Matthew, Hunter, Antigonía, Petrie, Astrolabe, etc....)

Durée prévisionnelle : missions scientifiques de 7 à 15 jours au départ de Nouméa ou de Koumac ou missions plus courtes de 3 à 5 jours pour transport-récupération équipes ou pose-récupération de matériel)

. Périodes : toute l'année ;

Equipe scientifique : jusqu'à 7 personnes. La période de réalisation des missions sera fixée par l'équipe scientifique en fonction d'impératifs biologiques.

Caractéristiques recherchées :

- Catamaran à voile ou à moteur, équipé et enregistré pour l'affrètement privé, agréé et en règle auprès de la Direction des Affaires Maritimes de la Nouvelle-Calédonie pour des missions scientifiques dans le Parc naturel de la Mer de Corail et le cas échéant, auprès des autorités du Parc Naturel de la Mer de Corail pour la réalisation de missions scientifiques (avec ou sans plongée hyperbare). - Capacité d'embarquement et de logement en cabine d'une équipe scientifique jusqu'à 7 personnes. Un espace de travail (hors période des repas) pour l'équipe scientifique est nécessaire (tri d'échantillons, utilisation d'ordinateurs portables), ainsi que possibilité de stockage du matériel scientifique et de terrain. Préciser motorisation du bateau (puissance, type, ancienneté, vitesse de croisière, autonomie au moteur ; ce dernier point étant important, notamment pour revenir de l'atoll des Chesterfield avec vent contraire). Préciser équipement navigation/sécurité (GPS, lecteur de carte, radar, etc...). Préciser équipement de communication : Radios

VHF fixe et portables, téléphone satellite, téléphone cellulaire, accès internet. Pièces de rechange et outillage à bord en rapport avec la réalisation de ce type de mission. Ancre et mouillage de secours. Bateau au départ de Nouméa.

- Capacité à déployer une équipe de 4 plongeurs depuis le bateau ou son annexe. Présence d'un compresseur d'air à bord et possibilité d'embarquer et de stocker un compresseur supplémentaire de secours. Capacité de rangement d'au moins 8 blocs de plongée de 12 litres.
- Capacité en eau douce, eau potable, nourriture, carburant, suffisante pour 7 à 15 jours consécutifs sans ravitaillement. Capacité électrique et accès au courant (prises) permettant le rechargement simultané de nombreux appareils électroniques (ordinateurs portables (x4), batteries drones (x4), appareils photos/Caméras, téléphones, radios VHF). Préciser équipements disponibles en termes de dessalinisateur, panneaux solaires, éolienne, batteries, capacité carburant, consommation moyenne en transit, groupe électrogène de secours, capacité eau douce. Préciser volume réfrigérateur et congélateur opérationnels + glacières éventuelles.
- Bateau annexe (idéalement de type semi-rigide) motorisé de taille suffisante pour permettre le transport et le débarquement sécurisé de l'équipe scientifique (4 personnes à la fois + matériel) sur des îlots parfois éloignés du lieu de mouillage, avec plusieurs allers-retours dans la même journée. Motorisation minimale supérieure ou égale à 8 cv, idéalement supérieure ou égale à 15 cv. Prévoir un propulseur de secours à bord. Carburant embarqué permettant plusieurs heures de navigation par jour durant toute la mission.
- Skipper professionnel expérimenté ayant une très bonne connaissance de la navigation en Nouvelle-Calédonie et idéalement dans le Parc Naturel de la Mer de Corail et agréé par la Direction des Affaires Maritimes de Nouvelle-Calédonie et le cas échéant par les autorités du Parc Naturel de la Mer de Corail pour ce type de mission scientifique. Une expérience dans la participation antérieure à des missions scientifiques serait un plus.
- Equipier/cuisinier apte à seconder le skipper principal dans la navigation et les manœuvres du catamaran et à piloter l'annexe pour le transport de l'équipe scientifique et le débarquement sur les îlots. Préparation des repas et gestion de l'approvisionnement nourriture et boissons (fourniture petits déjeuners, déjeuners & dîners, eau et boissons sans alcool). Expérience dans la participation antérieure à des missions scientifiques et isolées serait un plus.
- Préciser et détailler les conditions d'annulation, remboursement ou report en cas d'avarie technique ou de conditions météo défavorables
- Préciser la flexibilité sur les dates de mission afin de s'adapter aux conditions météo avec un délai de +/- 4 jours.
- Préciser la possibilité de visiter le bateau lors de l'examen des offres. Tout envoi de plan, photos, descriptif, historique détaillé du navire et des équipements, CV skipper ou équipier, utiles et bienvenus.

LOT N°C:

Affrètement de catamaran à voile ou à moteur pour missions scientifiques dans l'ensemble des eaux lagunaires et de la Zone Economique Exclusive de la Nouvelle-Calédonie voire dans les régions limitrophes

Durée prévisionnelle : missions de 10 à 15 jours envisagées au départ de Nouméa ou de Koumac. Périodes : toute l'année ; Equipe scientifique : **8 à 12 personnes**. La période de réalisation des missions sera fixée par l'équipe scientifique en fonction d'impératifs biologiques. Les sites d'étude potentiels incluent les eaux provinciales, des atolls et récifs éloignés (ex : Chesterfield-Bellona, Entrecasteaux, récif Durand), des îles hautes (ex : Walpole, Matthew Hunter) et des bancs et monts sous-marins (ex : Antigonina, Capel, Ellet). Les missions pourront également viser les eaux des pays voisins tels que le Vanuatu, Fidji, la Papouasie etc.

Caractéristiques recherchées :

- Catamaran à voile ou à moteur, équipé et enregistré pour l'affrètement privé, agréé et en règle auprès de la Direction des Affaires Maritimes de la Nouvelle-Calédonie pour des missions scientifiques dans le Parc naturel de la Mer de Corail et le cas échéant, auprès des autorités du Parc Naturel de la Mer de Corail et auprès des autorités provinciales pour la réalisation de missions scientifiques avec ou sans plongée hyperbare.
- Capacité d'embarquement et de logement en cabine d'une équipe scientifique **de 8 à 12 personnes** (impératif). Un espace de travail (hors période des repas) pour l'équipe scientifique est nécessaire (tri d'échantillons, utilisation d'ordinateurs portables), ainsi que possibilité de stockage du matériel scientifique et de terrain. Préciser motorisation du bateau (puissance, type, ancienneté, vitesse de croisière, autonomie au moteur ; ce dernier point étant important, notamment pour les longs transits avec vent contraire). Préciser équipement navigation/sécurité (GPS, lecteur de carte, radar, etc...). Préciser équipement de communication : Radios VHF fixe et portables, téléphone satellite, téléphone cellulaire, accès

internet. Pièces de rechange et outillage à bord en rapport avec la réalisation de ce type de mission. Ancre et mouillage de secours. Bateau au départ de Nouméa ou de Koumac pour certaines missions au nord de la ZEE.

- Capacité en eau douce, eau potable, nourriture, carburant, suffisante pour 10 à 15 jours consécutifs sans ravitaillement. Capacité électrique et accès au courant (prises) permettant le rechargement simultané de nombreux appareils électroniques (ordinateurs portables (x6), batteries drones (x6), appareils photos/Caméras, téléphones, radios VHF). Préciser équipements disponibles en termes de dessalinisateur, panneaux solaires, éolienne, batteries, capacité carburant, consommation moyenne en transit, groupe électrogène de secours, capacité eau douce. Congélateur (-20°C) et réfrigérateurs disponibles à bord pour échantillons scientifiques

- Capacité à déployer une équipe de 4 à 6 plongeurs depuis le bateau ou son annexe. Présence d'un compresseur d'air à bord et possibilité d'embarquer et de stocker un compresseur supplémentaire de secours. Capacité de rangement d'au moins 12 blocs de plongée de 12 litres. Espace à bord pouvant faire office de labo humide.

- Capacité à embarquer vers des zones éloignées un bateau de type semi-rigide de taille supérieure ou égale à 5 m et de motorisation supérieure ou égale à 50 CV pour être utilisé sur les sites d'étude pour le suivi des cétacés (motorisations et tailles supérieures appréciées) ou toute autres activités scientifiques le nécessitant. Préciser si le semi-rigide pourra être fourni à la location (à un tarif optionnel à indiquer) ou bien si le bateau aura la possibilité de transporter un semi-rigide de ce type qui serait alors fourni par l'équipe scientifique et sous sa responsabilité une fois arrivé sur le site d'étude (hors transits). . L. Préciser les conditions d'autorisation de pilotage du semi-rigide par les scientifiques à bord, dans le cas où le semi-rigide serait proposé à la location ou dans le cas où le semi-rigide serait apporté par le commanditaire. Carburant embarqué pour le bateau semi-rigide permettant un minimum de 6h de navigation par jour durant toute la mission.

- Skipper professionnel expérimenté ayant une très bonne connaissance de la navigation en Nouvelle-Calédonie et idéalement dans le Parc Naturel de la Mer de Corail et agréé par la Direction des Affaires Maritimes de Nouvelle-Calédonie et le cas échéant par les autorités du Parc Naturel de la Mer de Corail pour ce type de mission scientifique. Une expérience dans la participation antérieure à des missions scientifiques serait un plus.

- Equipier/cuisinier apte à seconder le skipper principal dans la navigation et les manœuvres du catamaran et à piloter l'annexe pour les débarquements de l'équipe scientifique sur les îlots. Préparation des repas et gestion de l'approvisionnement nourriture et boissons (fourniture petits déjeuners, déjeuners & dîners, eau et boissons sans alcool). Expérience dans la participation antérieure à des missions scientifiques et isolées serait un plus.

- Préciser et détailler les conditions d'annulation, remboursement ou report en cas d'avarie technique ou de conditions météo défavorables

- Préciser la flexibilité sur les dates de mission afin de s'adapter aux conditions météo avec un délai de +/- 4 jours.

-Préciser la possibilité de visiter le bateau lors de l'examen des offres. Tout envoi de plan, photos, descriptif, historique détaillé du navire et des équipement, CV skipper ou équipier, utiles et bienvenus.

ARTICLE 5 : TRANCHES

Sans objet

ARTICLE 6 : PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

ARTICLE 7 : DUREE DU MARCHE

L'accord cadre prendra effet à sa notification. Il est conclu pour une durée d'un an renouvelable 3 fois. Le présent accord cadre ne pourra pas excéder 4 ans.

Il sera renouvelé tous les ans à la date anniversaire de l'accord-cadre par tacite reconduction.

L'IRD pourra résilier le présent accord-cadre dans un délai de 2 mois avant la date de fin en cours de de l'année de l'accord-cadre.

L'IRD fera connaître sa décision éventuelle de non reconduction par une lettre recommandée avec accusé de réception adressé au titulaire de l'accord-cadre.

ARTICLE 8 : EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Chaque mission fera l'objet d'un bon de commande signé par le signataire du présent accord-cadre ou toute personne habilitée par l'IRD.

Les bons de commande sont adressés au titulaire par courriel accompagné des éventuelles annexes. Dès réception le titulaire confirme par retour de mail dans un délai de 10 jours la réception de la commande.

Les bons de commande précisent à minima :

- L'objet de chaque prestation commandée
- Le nombre de jours de navigation
- Le nombre de personnes embarquées
- La date de départ de la campagne souhaitée
- Les coordonnées du référent IRD pour la campagne

La réception des bons de commande vaut ordre de service donné au titulaire

L'anticipation minimale à respecter entre la date de commande et la date de début effective de la campagne de navigation est précisée dans l'offre du titulaire.

ARTICLE 9 : PRIX

Le présent accord-cadre est traité à prix unitaires.

En aucun cas, le titulaire ne pourra se prévaloir, en cours d'exécution du marché, du caractère incomplet du bordereau des prix ou d'une prestation supplémentaire imprévue pour demander une augmentation du prix. Le montant global maximum est de 500 000 € (euros) sur la durée totale du marché.

Les prix du marché sont établis hors TGC.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que les frais de transport, d'emballage, de conditionnement, de manutention, de livraison, d'assurance et tous les frais afférents à la fourniture des matériels et plus globalement, l'ensemble des frais résultant des obligations pesant sur le titulaire. Les prix comprennent la fourniture de la main d'œuvre et de l'ensemble du matériel nécessaires à la bonne exécution des prestations.

Le marché est conclu et exécuté en EURO (EUR). Le suivi et la facturation des prestations se feront dans l'unité EUR retenue pour le marché.

ARTICLE 10 : VARIATION DANS LES PRIX

Les prix du marché sont actualisables pour chaque année N.

Les prix sont ajustables sur le tarif de vente du fournisseur affiché à la pompe concernant le carburant.

Les prix concernant le carburant ne seront pas des prix fixés par le prestataire et ne dépendront pas de son propre fait.

En conséquence, les prix lors de la remise des offres se verront ajustés pendant toute la durée de l'accord-cadre en cause des variations réglementaires dont il en dépendra (prix revu à la hausse comme à la baisse).

Les prix sont ajustés annuellement à chaque date anniversaire qui est la date de prise d'effet du marché.

Pour la première année d'exécution de l'accord-cadre, les prix seront fermes et non ajustables, conformément aux dispositions de l'article R2112-9 du Code de la commande publique. L'exception à cette aliéna est le prix du carburant.

Ils sont actualisables selon les modalités fixées ci-dessous, si la notification du marché intervient plus de quatre-vingt-dix jours après la date limite de remise des offres.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques et des taxes en vigueur au mois de la remise des offres fixé dans le Règlement de consultation ; ce mois est appelé mois « zéro » Mo.

L'actualisation est effectuée à la demande du titulaire, par application au prix du marché de la formule suivante :

$$P = \frac{P_0 (I - 3 \text{ mois})}{I_0}$$

I_0

P = prix actualisé du marché

P₀ = prix initial du marché hors T.G.C.

I₀ = index de référence publié à la date du mois « Mo »

I-3 mois = index de référence antérieur de trois mois à l'index du mois de notification.

[L'index retenu sera l'index : indice réf :07.3.4 : transports maritimes ou fluvial de voyageurs.](#)

ARTICLE 11 : RACHAT OU CESSION D'ACTIVITES

Les droits et obligations nés du présent marché sont personnels aux deux parties. Ils ne pourront être transférés à des tiers que d'un commun accord. Les modifications affectant la personne titulaire du marché donneront lieu à la passation d'un acte modificatif du marché.

Le cessionnaire devra remplir les conditions fixées par l'IRD pour la participation à la procédure de passation du marché initial et les termes du marché public resteront inchangés.

L'IRD n'est pas tenu d'accepter la cession.

A défaut d'un tel accord, toute cession ou transfert sera considéré comme nul et sera inopposable à l'IRD et le marché pourra être résilié pour faute.

En cas de rachat ou de cessation d'activité, le prestataire a l'obligation d'en informer la personne publique par lettre recommandée avec avis de réception postal ; à ce titre obligation lui est faite d'indiquer le nouveau prestataire et d'en communiquer le nom et les références professionnelles.

Le prestataire remplaçant devra au préalable être accepté par l'IRD avant tout commencement d'exécution des prestations, à défaut le marché pourra être résilié en application des dispositions du présent cahier des clauses particulières.

Le prestataire devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin que la bonne exécution des prestations ne se trouve pas compromise.

ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est autorisée. Les opérations relatives à la sous-traitance devront s'effectuer conformément aux strictes dispositions des articles L2193-1 et suivants du Code de la commande publique et de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

ARTICLE 13 : MODALITES DE PAIEMENT

Les factures sont envoyées de façon dématérialisée via le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>, elles sont déposées via les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET de l'IRD : 180006025 00159
- Le code service exécutant : NC_GESTION
- Le numéro d'engagement juridique qui sera communiqué après la notification du marché à chaque bon de commande.
-

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire,
- La référence du présent marché,
- Le cas échéant, la référence du bon de commande,
- Le numéro et la date de la facture ;
- L'objet de la prestation,
- La référence aux livrables réceptionnés
- La date d'exécution ou la période relative à la facturation,
- Le montant H.T.,
- Le taux et le montant de la T.G.C. (taux en vigueur à la date de facturation),
- Le montant TTC,
- Le cas échéant, le taux de remise appliqué au montant HT
- Le cas échéant, la mention offre promotionnelle en HT et en TTC
- Le numéro RIDET ou SIRET ou l'identification dans le pays d'origine du titulaire,
- Le numéro de T.G.C. intracommunautaire du titulaire,
- Les références bancaires ou postales du titulaire, rigoureusement identiques à ceux indiquées dans l'acte d'engagement.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement et le comptable assignataire de la dépense sont indiqués à l'Acte d'Engagement.

Toute facture non rédigée comme indiquée ci-dessus sera retournée au titulaire pour rectification, sans préjudice du retard apporté au règlement.

13.2. Mode de règlement

Délais de paiement :

Conformément à l'Article L2192-10 du Code de la commande publique., l'IRD procédera au paiement des sommes dues par virement administratif avec un délai maximum de 30 jours.

Ce délai commencera à courir à compter de la réception par l'IRD de l'ensemble des pièces justificatives exigées par le présent marché.

Intérêt moratoire :

En application du chapitre II du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le défaut de règlement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, plus 4800 CFP d'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement.

Acomptes :

Les acomptes seront versés conformément aux articles L.2191-4, R.2191-20, R2191-21 et R.2191-22 du code de la commande publique.

ARTICLE 14 : FINANCEMENT ET GARANTIES

14.1. Retenue de garantie

Sans objet.

14.2. Cautionnement

Sans objet.

14.3. Acomptes sur approvisionnements

Sans objet.

14.4. Nantissement

L'entreprise pourra donner son marché en nantissement. L'IRD remettra, s'il y a lieu, une copie certifiée conforme et unique par lui de l'Acte d'engagement.

14.5. Avance

L'avance prévue aux articles L.2191-1, R.2191-1, R.2191-2, L.2192-1, L.2191-2, L.2191-3, R.2191-3 à R.2191-5, peut être accordée au titulaire du marché.

L'avance est fixée à 30% du montant total hors TGC du prix de chaque bon de commande concerné.

ARTICLE 15 : PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, en cas de retard dans le démarrage d'une campagne de navigation une pénalité forfaitaire de 100 € HT par jour de retard pourra être appliquée.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à 300 €P

Ces pénalités ne trouveront pas à s'appliquer dans l'hypothèse où le non-respect du délai serait dû à la force majeure ou au fait du maître d'ouvrage.

Nonobstant tout effet relatif au présent marché, la défaillance, la rupture des prestations pour quelconques raisons à part celle de la force majeure, le titulaire engage sa responsabilité pour abandon de marché. Il lui sera facturé toutes les opérations effectuées par une autre entreprise qui sera désignée par la représentation de l'IRD de Nouméa, afin de poursuivre les prestations manquées par le titulaire.

ARTICLE 16 : POUVOIR HIERARCHIQUE ET DISCIPLINAIRE

L'ensemble du personnel du titulaire affecté en tout ou partie aux prestations du présent marché reste en toute circonstance sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du titulaire.

Le titulaire est seul responsable des moyens humains, logistiques et matériels qu'il doit mettre en œuvre pour garantir la bonne exécution des prestations qui lui sont confiées.

A ce titre, le titulaire s'engage à ce que l'ensemble des membres de son personnel affecté aux prestations possède la compétence, l'expérience et les qualités de probité et de confiance nécessaires à leur bonne exécution.

Le titulaire devra remplacer son personnel en cas d'indisponibilité de celui-ci à niveau de compétence égale, sauf cas de force majeure ou situation assimilée.

ARTICLE 17 : SECRET PROFESSIONNEL / CONFIDENTIALITE / UTILISATION DES RESULTATS

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs et prestataires de services, au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de sa mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent sans l'autorisation écrite de l'IRD être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le marché.

ARTICLE 18 : ASSURANCES

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG FCS, l'attributaire devra justifier au stade de l'attribution du marché qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'IRD et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande. Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

En aucun cas, l'IRD ne pourra être appelé en responsabilité des accidents survenus, tant aux personnes qu'aux biens, du fait de la réalisation des prestations du présent marché.

ARTICLE 19 : DISPOSITIF DE VIGILANCE

Le titulaire doit se conformer à la législation et à la réglementation du travail, applicables en Nouvelle-Calédonie ; dans le cas contraire, le marché sera résilié à ses torts sans qu'il ne puisse prétendre à une quelconque indemnité. Les travailleurs étrangers doivent être munis des titres les autorisant à exercer une activité salariée en Nouvelle-Calédonie lorsque la possession de ceux-ci est exigée en vertu soit des dispositions législatives ou réglementaires soit des articles Lp.452-1, R.452-1 à R.452-5 du code du travail de Nouvelle-Calédonie.

En dernier lieu, le titulaire s'engage à travailler conformément à la loi du pays n°2008-2 du 13 février 2008 relative au code du travail de Nouvelle-Calédonie ainsi qu'au respect de l'article Lp.261-1 du code du travail de la Nouvelle-Calédonie relatifs aux mesures générales en matière de sécurité et d'hygiène. Tout manquement à ces dérogations fera l'objet d'une transmission par mail au titulaire du marché avec copie à l'inspection du travail.

A défaut, le marché sera résilié dans les conditions prévues au présent cahier des charges.

ARTICLE 20 : LITIGE

En cas de litige soulevé par l'exécution des clauses du présent marché, les parties conviennent de se concerter en vue de rechercher une solution à l'amiable.

A défaut d'accord des parties dans les quinze jours suivant l'envoi par l'une des parties (par lettre recommandée avec demande d'avis de réception) d'une demande en vue d'un règlement à l'amiable du litige, ledit litige sera porté exclusivement devant le Tribunal Administratif de Nouvelle-Calédonie.

En aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'IRD et le titulaire ne pourront être invoquées par ce même titulaire comme une cause d'arrêt ou de suspension momentanée des prestations à effectuer.

Tout arrêt dans l'exécution des prestations par le titulaire obligerait l'IRD à recourir à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 21 : RESILIATION

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre 6 du CCAG FCS.

ARTICLE 22 : DEROGATIONS

Article 3 du CCP	Article 4 du CCAG FCS.
Article 7.1 du CCP	Article 13.1 du CCAG FCS.
Article 14.4 du CCP	Article 3 du CCAG FCS.
Article 14.7 du CCP	Article 23.1 du CCAG FCS.
Article 14.7 du CCP	Article 22.3 du CCAG FCS.
Article 15 du CCP	Article 14 du CCAG FCS.
Article 18 du CCP	Article 9.2 du CCAG FCS.

Le présent document est à accepter sans modification.

Seul l'exemplaire détenu par l'Administration fait foi.